

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Unité Départementale de Maine-et-Loire
Division Territoriale des Risques Technologiques

Nos réf. : 2017-49_AUTO_MARIE SURGELES (usine)_RAP.odt
Vos réf. : votre transmission du 19 août 2016
Affaire suivie par Christelle TREMBLAY
christelle.tremblay@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.41.33.52.60. – Fax : 02.41.33.52.99.

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le **- 4 MAI 2017**

**La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

à

Madame la préfète de Maine-et-Loire
Direction de l'Interministérialité et du
Développement Durable
Bureau des procédures environnementales et
foncières

Objet: Installations classées pour la protection de l'environnement
Société MARIE SURGELÉS (usine) à CHACÉ
Dossier de mise en conformité à la directive IED
Modification des valeurs limites des rejets aqueux fixées dans l'arrêté préfectoral du 12 juin 2003

P.J. : - Rapport de l'inspection des installations classées
- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Je vous prie de trouver ci-joint, en vue de leur présentation au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, un rapport de l'inspection des installations classées et un projet d'arrêté complémentaire concernant l'affaire citée en objet.

Il s'agit de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour qu'elles soient conformes à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED et d'ajuster les conditions de rejet des eaux résiduaires industrielles de l'établissement fixées à l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003 n°436 du 12 juin 2003.

Pour la directrice et par délégation,
L'adjoint à la chef de l'Unité Départementale
de Maine-et-Loire



Emmanuel PARISOT

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le - 4 MAI 2017

Unité Départementale de Maine-et-Loire
Division Territoriale des Risques Technologiques

Nos réf. : 2017-49_AUTO_MARIE SURGELÉS (usine)_RAP_V2.odt

Vos réf. : votre transmission du 19 août 2016

Affaire suivie par Christelle TREMBLAY

christelle.tremblay@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02.41.33.52.60. – Fax : 02.41.33.52.99.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'établissement MARIE SURGELÉS exploite des installations de fabrication de plats cuisinés surgelés sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°436 du 12 juin 2003.

Suite à la transposition de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED, et à la parution du décret 2013-375 du 02 mai 2013 créant les rubriques de la nomenclature relatives aux installations relevant de cette directive, les activités de l'usine MARIE SURGELÉS relèvent désormais de la rubrique 3642.3 « traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières animales et végétales, quelles aient été ou non préalablement transformées en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux » de la nomenclature des installations classées.

Les installations n'étant auparavant pas soumises à la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008, dite IPPC, l'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, par courrier du 20 juillet 2015, un dossier de mise en conformité à la directive IED en application de l'article R.515-82 du Code de l'environnement. Suite aux remarques de l'inspection des installations classées, ce dossier a été complété le 18 février 2016.

En parallèle, la société MARIE SURGELÉS a transmis au Préfet le 16 août 2016, une demande de modification des valeurs limites de rejet de ses eaux résiduaires industrielles qui sont traitées dans la station d'épuration collective (STEP) qu'elle exploite sur un site voisin. Il est à noter que la STEP dispose de son propre arrêté préfectoral d'autorisation bien que l'exploitant soit unique pour l'usine et la STEP. La STEP collecte et traite également les eaux résiduaires industrielles des établissements voisins ARÔMES DE CHACÉ et CHAUCER FOODS.

La demande de MARIE SURGELÉS est ainsi accompagnée d'un dossier intitulé « évaluation de l'impact des eaux industrielles des usines MARIE SURGELÉS, ARÔMES DE CHACÉ et CHAUCER FOODS » qui est une étude menée par les 3 exploitants pour proposer de nouvelles valeurs limites de rejet de leurs eaux résiduaires industrielles. Cette étude a été complétée par courrier en date du 3 mars 2017.

Le présent rapport a pour objet de proposer un arrêté préfectoral complémentaire complétant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation suite à la mise en conformité à la directive IED et ajustant les valeurs limites de rejets des eaux résiduaires industrielles du site.

I – Présentation de la demande de l'exploitant

I.1 – Le demandeur

- **Raison sociale** MARIE SURGELÉS
- **Adresse du site** Route de la Perrière – 49 412 CHACÉ
- **Activité** Fabrication de plats cuisinés surgelés
- **Situation administrative** Arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003- n°436 du 12 juin 2003

I.2 – Les principales caractéristiques de l'établissement

L'établissement dispose notamment de :

- trois lignes de production de plats cuisinés (pizzas, tartes, produits à base de pâte feuilletée) ;
- une installation de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac d'une puissance de 1805 kW avec une quantité d'ammoniac de 9,1 tonnes ;
- six tours aéroréfrigérantes ;
- des entrepôts frigorifiques de stockage de matières premières et de produits finis ;
- des installations de combustion (2 chaudières et 2 groupes électrogènes) ;
- des ateliers de charges d'accumulateurs.

(cf annexe 1 – plan des installations)

La production annuelle sur le site de MARIE SURGELÉS est en diminution depuis 2005. Elle est passée de 12 000 tonnes de produits par an en 2005 à 7 000 tonnes par an en 2014 ce qui explique qu'actuellement seules deux lignes de production fonctionnent sur le site. Le process industriel n'a pas évolué depuis ces dix dernières années.

I.3 – Situation administrative

La nature des activités de l'établissement n'a pas évolué depuis l'arrêté d'autorisation. Toutefois, les différentes évolutions de la nomenclature des installations classées ont modifié le classement des installations fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation :

- les installations d'ammoniac soumises à autorisation sous la rubrique 1136 sont désormais classées à autorisation sous la rubrique 4735 (décret 2014-285 du 03 mars 2014)
- les installations de réfrigération et de compression soumises à autorisation sous la rubrique 2920 ne sont plus classables sous cette rubrique (décret n°2010-1700 du 30 décembre 2010)
- les entrepôts frigorifiques classés sous la rubrique 1510 dans l'arrêté préfectoral d'autorisation relèvent désormais de la rubrique 1511 (décret 2010-367 du 13 avril 2010)
- le stockage de fuel classé sous la rubrique 1432 dans l'arrêté préfectoral relève désormais de la rubrique 4734 (décret 2014-285 du 03 mars 2014)
- les tours aéroréfrigérantes sont désormais soumises à enregistrement sous la rubrique 2921 (décret 2013-1205 du 14 décembre 2013).

Le tableau de classement avant et après les évolutions réglementaires est le suivant :

Rubrique	Désignation des activités	AP du 12 juin 2003		Après évolutions réglementaires		Situation administrative *
		Capacité	Régime ¹	Capacité	Régime ¹	
4735 (ex 1136)	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : supérieure ou égale à 1,5 t	14 tonnes	A	9,1 tonnes	A	a
2220	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale , par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc. A. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642.	84 t/j	A	84 t/j	A	b

Rubrique	Désignation des activités	AP du 12 juin 2003		Après évolutions réglementaires		Situation administrative *
		Capacité	Régime ¹	Capacité	Régime ¹	
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale , par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. A. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642	34 t/j	A	34 t/j	A	b
3642	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. matières premières animales et végétales , aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.	/		84 t/j de produits finis	A	b
2920 (ex 2920.1.a)	Réfrigération ou compression (installations de) comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	1540 kW	A	Puissance 1805 kW	NC	
2920.2.a	Réfrigération ou compression (installations de) comprimant ou utilisant des fluides non inflammables ou non toxiques La puissance absorbée étant supérieure à 500 kW	950 kW	A	/		
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a. la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	/		6957 kW	E	a (récépissé au titre du bénéfice d'antériorité 23 septembre 2005)
1510	Entrepôts couverts stockant plus de 500 tonnes de matières combustibles Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	Stockage d'emballages 2000 m ³ Chambres froides 9000 m ³	D	Chambres froides désormais classées en 1511 quantité de matières combustibles restante : 72 t	NC	b
1511	Entrepôts frigorifiques , à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieur ou égal à 5000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	/		16 500 m ³	DC	a (installations classées sous la rubrique 1510)
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieur à 1000 m³, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	/		4 000 m ³	D	b (installations classées sous la rubrique 1510)

Rubrique	Désignation des activités	AP du 12 juin 2003		Après évolutions réglementaires		Situation administrative *
		Capacité	Régime ¹	Capacité	Régime ¹	
2230	Lait (réception, stockage, traitement, transformation, etc.) du ou des produits issus du lait. La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant : 2. supérieure à 7 000 l/j, mais inférieure ou égale à 70 000 l/j	123 000 l/j	A	52 216 l/j	D	b
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que défini au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	5,1 MW	D	4,8 MW 2 chaudières d'une puissance unitaire de 1400 kW 2 groupes électrogènes d'une puissance unitaire de 1000 kW	DC	b
2925	Atelier de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	40 kW	D	58,6 kW	D	b
4734 (ex 1432)	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages c. supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Ceq = 20 m³	D	100 tonnes	DC	a
4802	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)	NC (présence de groupes froids fonctionnant au R22 mais non classés en 1185)		Quantité cumulée de fluide : 550 kg	DC	a

¹: (A) Autorisation (E) Enregistrement (D) Déclaration (DC) Déclaration avec contrôle périodique NC (non classé)

²: Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante : (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée

Situation de l'établissement au regard de la directive 2010/75/UE dite directive IED

Cet établissement est soumis à la directive IED relative aux émissions industrielles. La proportion de matières d'origine animale entrant dans la fabrication des produits finis est en effet supérieure à 10% de la quantité totale de matières premières entrantes dans le calcul de la capacité de production des produits finis et la capacité de production est supérieure à 75 tonnes par jour de produits finis. Suite à la déclaration d'antériorité effectuée le 9 octobre 2013 par l'exploitant, l'inspection des installations classées a pris acte le 22 juillet 2014 du classement des installations du site sous la rubrique 3642.3 de la nomenclature des installations classées. De plus, au regard des activités exercées et des substances utilisées dans l'établissement (produits détergents, fuel), le site est soumis à l'élaboration d'un rapport de base prévu à l'article R. 515-59-3° du Code de l'environnement. Ce document a été joint au dossier de mise en conformité. Son contenu est mentionné dans la suite du rapport.

Le site n'est pas classé SEVESO, ni par dépassement direct, ni par la règle du cumul.

I.4 – Prévention des risques chroniques et des nuisances

Le dossier de mise en conformité remis par l'exploitant analyse le fonctionnement des installations du site sur dix ans de 2004 à 2014 (conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et synthèse des résultats de la surveillance des émissions).

I.4.1 – Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

• Consommation Eau

Le site est alimenté en eau par deux forages d'eau souterraine implantés sur le site et par le réseau public d'eau potable. L'eau des forages est utilisée pour l'appoint des circuits de refroidissement, la production de vapeur et les sanitaires. L'eau de ville est utilisée dans les pâtes élaborées sur le site. La consommation en eau du site a fortement diminué ces 10 dernières années passant d'une consommation totale annuelle de 89 354 m³ en 2004 à 46 333 m³ en 2014. Le prélèvement en eau souterraine est de 42 369 m³ en 2014 contre 82 080 m³ en 2006.

Cette baisse de la consommation est liée en grande partie à la baisse de production depuis 2005, mais également à des actions de réduction des consommations, qui se sont traduites par une baisse du ratio de consommation d'eau par rapport aux tonnages de produits fabriqués. Ce ratio est passé de 7,5 m³/t de produits fabriqués en 2004 à 6,6 m³/t en 2014.

• Rejets d'eaux résiduaires industrielles

Les eaux résiduaires industrielles de l'usine MARIE SURGELÉS sont composées des eaux de lavage des équipements et des eaux de lavage des sols. Les eaux résiduaires industrielles de l'usine sont pré-traitées sur le site au moyen d'un dégraisseur aéré puis rejoignent gravitairement la station d'épuration collective exploitée par la société MARIE SURGELÉS réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°437 du 12 juin 2003. Cette station traite également les eaux résiduaires industrielles de deux autres sites situés à proximité CHAUCER FOODS et ARÔMES DE CHACÉ.

Par courrier en date du 16 août 2016, l'exploitant a demandé au Préfet un ajustement des valeurs limites de rejet des eaux résiduaires industrielles, en entrée de station d'épuration collective, fixées à l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Dans le même temps, des demandes de modifications ont également été déposées par les deux autres établissements rejetant dans la station d'épuration.

L'exploitant précise que la diminution significative de la consommation en eau de ses installations a entraîné une augmentation de la concentration des polluants dans les effluents. Les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires industrielles fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ne sont donc plus adaptées.

Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux de l'usine MARIE SURGELÉS mettent ainsi en évidence des dépassements récurrents des valeurs limites en concentration de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les paramètres DBO5, DCO, MES et Phosphore et des valeurs limites en flux pour la DBO5 et la DCO.

Sur la base de l'étude de caractérisation des rejets de l'usine, l'exploitant propose les valeurs limites suivantes :

Paramètres	AP D3-2003-n°436 du 12 juin 2003		Nouvelles valeurs proposées	
Débit max instantané (m ³ /h)	26		26	
Débit max sur 24 heures (m ³)	600		550	
pH	6,5<pH<9		6,5<pH<9	
Paramètres	AP D3-2003-n°436 du 12 juin 2003		Nouvelles valeurs proposées	
	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
MES	1300	785	2000	785
DCO	1500	885	5000	950
DBO5	800	470	2500	600
Azote global	70	42	120	42
Phosphore total	7	4,2	14	4,2

S'agissant du débit journalier, l'exploitant demande de baisser légèrement le débit journalier maximal.

En ce qui concerne les valeurs limites de rejet en concentration, l'exploitant sollicite une augmentation des valeurs pour l'ensemble des paramètres. Il propose également d'augmenter les valeurs limites en flux de la DCO et DBO5 au vu des dépassements observés ces dix dernières années.

Pour justifier les nouvelles valeurs limites de rejet proposées, une évaluation de l'impact des rejets d'eaux résiduaires industrielles des usines de MARIE SURGELÉS, CHAUCER FOODS et ARÔMES DE CHACÉ sur la station d'épuration collective (de 2007 à 2015) a été réalisée. Cette étude a permis de caractériser les rejets d'eaux résiduaires industrielles en entrée de la station d'épuration collective (STEP) et d'analyser le fonctionnement de la STEP sur plusieurs années (conformité aux valeurs limites de rejet vers le milieu naturel).

L'étude de caractérisation des effluents conclut que les rejets actuels d'eaux résiduaires industrielles des trois usines dans la station d'épuration collective (avec des concentrations et flux plus importants que les valeurs limites fixées actuellement) ne remettent pas en cause le bon fonctionnement de la station d'épuration collective. Les résultats d'autosurveillance des rejets de la STEP vers le milieu naturel montrent en effet une conformité des rejets aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de la STEP ces huit dernières années. Aucune modification des valeurs limites de rejets de la STEP n'a d'ailleurs été demandée.

Les éléments complémentaires remis par l'exploitant le 03 mars 2017 montrent que la station d'épuration serait à 79 % de sa charge organique en considérant, en entrée de la station d'épuration, un flux en DBO5 correspondant à la somme des valeurs limites en flux proposées pour les trois usines. L'ouvrage épuratoire est suffisamment dimensionné pour accueillir des effluents plus concentrés.

En termes de surveillance des rejets d'eaux résiduaires industrielles, l'exploitant ne demande pas de modifications des modalités de surveillance fixées à l'article 11.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation

• Les eaux pluviales

Les eaux pluviales du site sont constituées des eaux de ruissellement des toitures, des voiries et des aires de stationnement. Deux réseaux de collecte d'eaux pluviales sont présents sur le site : le premier collecte les eaux pluviales du bâtiment de production et se rejette dans le fossé situé au nord-ouest du site. Le second collecte une partie des eaux pluviales du parking devant les locaux administratifs et rejoint le réseau communal rue de la Perrière. Comme le prévoit l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, les eaux pluviales provenant de l'aire de livraison de fuel transitent, avant rejet, par un séparateur d'hydrocarbures.

• Les eaux souterraines

Comme indiqué précédemment, deux forages d'eau souterraine à usage industriel sont implantés sur le site (P1 et P2). La qualité de l'eau de ces forages fait l'objet d'un contrôle annuel par un laboratoire agréé au titre de la santé publique. Cette surveillance et plus globalement l'exploitation des forages sur le site sont encadrées par un arrêté préfectoral du 11 avril 2011 pris au titre du code de la santé publique. Les concentrations mesurées sont comparées aux limites et références de qualité fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ou des eaux brutes.

Afin de compléter la connaissance de la qualité des eaux souterraines sur le site dans le cadre du rapport de base, un piézomètre PZ3 a été implanté au nord-est du site à une profondeur de 8 m (cf plan de localisation en annexe 1). Des prélèvements d'eau ont ensuite été effectués sur les 3 ouvrages P1, P2 et PZ3 en décembre 2014. Au vu des installations recensées sur le site, la campagne d'investigation des eaux souterraines au droit des 3 ouvrages a porté sur les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (HCT), éléments traces métalliques (ETM), ammonium, nitrates, nitrites, fluorures, chlorures et sulfates.

Les résultats des analyses montrent :

- pour le puits P1, une concentration en nitrates (103 mg/l) supérieure à la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine fixée à 50 mg/l et à la limite de la qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine fixée à 100 mg/l ;
- pour les ouvrages P2 et PZ3, une concentration en nitrates respectivement de 81,2 mg/l et de 71,9 mg/l supérieure à la limite de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine mais inférieure à la limite de la qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine ;
- pour tous les autres paramètres mesurés, l'absence de dépassements des limites et références fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 au droit des 3 ouvrages.

La présence de nitrates est déjà connue au droit du site (analyses d'eau annuelles effectuées par l'exploitant). Il est à souligner que l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (encadrant l'exploitation des 2 forages sur le site) autorise pour les eaux de lavage et rinçage des installations de MARIE SURGELÉS des dépassements aux exigences de l'arrêté du 11 janvier 2007 pour les paramètres nitrates et sélénium dans la mesure où il n'affecte pas la salubrité de la denrée alimentaire.

I.4.2 – Prévention de la pollution des sols

Dans le cadre du rapport de base, des investigations de sol ont été menées au niveau de certaines installations ayant pu entraîner une pollution des sols sur le site (cuve de fuel (sondage S1), local de stockages des produits d'entretien (sondage S2), zone de pré-traitement des eaux résiduaires industrielles (sondage S3), local de stockage des huiles (sondage S4)) (cf plan de localisation en annexe 2).

Les investigations ont porté sur les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (HCT), hydrocarbures volatils (HCV), les solvants aromatiques BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylènes), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les éléments traces métalliques (ETM), les glycols, les fluorures et les chlorures.

L'ensemble des échantillons prélevés présente des concentrations en HCT, BTEX, HAP et glycols inférieures aux limites de quantification de la méthode analytique du laboratoire.

S'agissant des éléments traces métalliques, ces paramètres ont été observés au niveau du sondage S2 mais à une concentration inférieure aux gammes de valeurs couramment observées dans les sols pour l'ensemble des métaux recherchés.

En outre, au droit du sondage S3, les paramètres chlorures (31 mg/kg MS) et fluorures (1,2 mg/kg MS) ont été observés mais à des concentrations nettement inférieures aux seuils d'admissibilité en installations de stockages de déchets inertes fixés par l'arrêté du 28/10/2010.

Des dispositifs de rétention sont présents sur le site au niveau des stockages des produits d'entretien et des huiles.

I.4.3 – Prévention des rejets atmosphériques

Les émissions atmosphériques des installations proviennent des 2 fours de cuisson et des 2 chaudières. Chaque four de cuisson est équipé de 6 exutoires en toitures (soit 12 exutoires au total). Le nombre des points de rejet des émissions atmosphériques (fours et chaudières) n'a pas évolué depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les chaudières font l'objet d'un contrôle triennal. Les résultats des contrôles de 2007 et 2011 figurant dans le dossier de mise en conformité montrent :

- un dépassement de la valeur limite en NOx pour la chaudière n°2 en 2007 (175 mg/Nm³ contre 150 mg/Nm³) mais des rejets conformes en 2011
- un léger dépassement de la valeur limite en NOx pour la chaudière n°1 en 2011 (151 mg/Nm³ au lieu de 150 mg/Nm³).

Toutefois, le dernier contrôle des rejets atmosphériques effectué le 23 décembre 2015 montre une conformité des rejets atmosphériques aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

I.4.4 – Production et gestion des déchets

Les principaux déchets générés par l'établissement sont des déchets organiques (470 tonnes en 2014). Sur la période de 2004 à 2014, la part de déchets valorisés a nettement augmenté (de 16 % en 2004 à 72 % en 2014).

I.4.5 – Prévention des nuisances

Nuisances sonores

Le site est implanté à proximité d'une zone d'habitation et de champs cultivés. Les principales sources de bruit du site sont les équipements techniques (climatisation, groupe froid, compresseurs) et la circulation des poids lourds de livraison et d'expédition. Dans le cadre de son autosurveillance, la société MARIE

SURGELES a procédé à une campagne de mesures de bruit en limite de propriété et en ZER en avril 2016. Les résultats de cette campagne de mesures montrent une conformité des niveaux de bruit et des émergences aux seuils réglementaires fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

I.4.6 – Comparaison aux meilleures techniques disponibles

La comparaison du site aux meilleures techniques disponibles présente dans le dossier de mise en conformité a été établie sur la base du BREF d'août 2006 « installations du secteur des industries agroalimentaires et laitières (FDM) ». Il apparaît que l'établissement dispose des meilleures techniques disponibles (par exemple présence d'un nettoyage en place (NEP), contrôle régulier des rejets atmosphériques au niveau de la chaufferie, présence d'un dégraisseur et d'un dégrilleur en sortie d'usine, présence d'un échangeur à plaque sur une boucle d'eau glycolée...) excepté en matière de consommation énergétique des moteurs de la centrale frigorifique. L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que le remplacement des compresseurs de la centrale frigorifique pour améliorer le rendement des moteurs était programmé.

II – Analyse et propositions de l'inspection des installations classées

II.1 – Situation administrative et textes applicables aux installations

- Analyse de l'inspection des installations classées

Les évolutions de nomenclature intervenues depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juin 2003 ont conduit à modifier le classement des installations. En particulier, les installations sont soumises à autorisation sous la rubrique 3642. Elles restent également soumises à autorisation au titre des rubriques 2220 et 2221.

Les installations de transformation de lait ou de produits issus du lait classées à autorisation sous la rubrique 2230 dans l'arrêté d'autorisation sont désormais soumises à déclaration.

Par ailleurs, parmi les six tours aéroréfrigérantes présentes sur le site, cinq bénéficient du régime d'antériorité (cf récépissé de du 23 septembre 2005) et la sixième est neuve (installée en février 2016). Ces installations sont régies par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 applicable aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique 2921.

En outre, suite à la création des rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE (décret 2014-285 du 03 mars 2014), plusieurs installations du site voient leur classement modifié :

- les installations d'ammoniac classées à autorisation sous la rubrique 1136 sont désormais soumises à autorisation sous la rubrique 4735. Les dispositions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 16/07/97 (dans les conditions fixées à l'article 61 de cet arrêté) sont applicables ;
- le dépôt de liquide inflammable (cuve de fuel) soumis à déclaration sous la rubrique 1432 relève désormais de la rubrique 4734. Les dispositions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation restent toutefois applicables et les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux installations relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 4734 s'appliquent aux installations existantes du site dans les conditions fixées à l'annexe II de cet arrêté ;
- les équipements employant des gaz à effet de serre fluorés sont soumis à déclaration sous la rubrique 4802. Il est à noter que ces équipements (qui utilisaient du R22) étaient déjà présents au moment de la demande d'autorisation de 2002 mais n'ont pas fait l'objet d'un classement sous la rubrique 1185. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux installations relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 4802 s'appliquent aux installations existantes du site dans les conditions fixées à l'article 3 de cet arrêté.

De plus, les chambres froides de stockages de produits finis et de matières premières étaient classées à l'époque de la demande d'autorisation sous la rubrique 1510. Suite à la création de la rubrique 1511 « entrepôts frigorifiques » en 2010, ces installations sont désormais soumises à déclaration sous la rubrique 1511. Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation continuent à s'appliquer ainsi que certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 27/03/2014 relatif aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 1511, en particulier les dispositions relatives aux conditions de stockage dans les chambres froides.

De même, le local d'emballages était classé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sous la rubrique 1510. Au vu du volume déclaré d'emballages en carton et papier, le local d'emballage est désormais classé à déclaration sous la rubrique 1530 « Papier, carton ou matériaux combustibles analogues ». Certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 30/09/08 relatif aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 1530 s'appliquent et notamment les modalités de stockage.

- Propositions de l'inspection des installations classées

Il est proposé :

- de mettre à jour le tableau de classement des installations ainsi que la description des installations (**voir les articles 2 et 3 du projet d'arrêté**) ;
- d'actualiser la réglementation applicable de l'arrêté préfectoral d'autorisation et en particulier les textes et dispositions concernant les stockages de matières combustibles (**voir les articles 5, 15 et 18 du projet d'arrêté**)

II.2 – Mise en conformité à la directive IED

- Analyse de l'inspection des installations classées

Le dossier de mise en conformité remis par l'exploitant contient les éléments prévus à l'article R.515-72 du Code de l'environnement. De plus, le rapport de base joint au dossier de mise en conformité a été élaboré selon les recommandations du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED (version 2.1 de mai 2014) et contient l'ensemble des éléments demandés à l'article R.515-59 I. 3°) du Code de l'environnement.

Au regard de la comparaison des installations de l'usine MARIE SURGELÉS aux meilleures techniques disponibles (établie sur la base du BREF d'août 2006 « installations du secteur des industries agroalimentaires et laitières (FDM)), le site disposera des meilleures techniques disponibles lorsque les compresseurs de la centrale frigorifique seront remplacés, opération programmée par l'exploitant.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour ce secteur d'activités n'ayant pas encore été publiées, les valeurs limites d'émission associées aux MTD ne sont pas encore déterminées. Par conséquent, les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en matière d'émissions atmosphériques restent applicables. En outre, ces émissions font déjà l'objet d'une surveillance périodique fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe déjà, comme le prévoit l'article R.515-60 d) du Code de l'environnement, des dispositions concernant la surveillance et la gestion des déchets.

En outre, les investigations menées sur les sols et les eaux souterraines, dans le cadre du rapport de base, ont permis d'établir un état « zéro » du sol et des eaux souterraines au droit du site :

- un sol exempt de pollution
- des eaux souterraines présentant des concentrations en nitrates non conformes aux limites et références de qualité fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ou des eaux brutes.

L'exploitant propose de mener une surveillance des eaux souterraines tous les 5 ans et du sol tous les 10 ans comme le prévoit l'article R.515-60 f) du Code de l'environnement.

Enfin, des mesures de prévention des pollutions accidentelles sont déjà fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour garantir la protection du sol et des eaux souterraines comme demandé à l'article R.515-60 e) du Code de l'environnement. Ces dispositions doivent être complétées par des prescriptions relatives aux moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance de ces mesures de protection.

- Propositions de l'inspection des installations classées

Il est proposé de compléter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°436 du 12 juin 2003 relatif à la prévention de la pollution des eaux en fixant notamment une surveillance périodique des eaux souterraines et des sols (**voir les articles 12 et 13 du projet d'arrêté**).

Un plan de localisation des prélèvements (eau et sol) pour la surveillance périodique est joint au projet d'arrêté.

Il est également proposé de remplacer les dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°436 du 12 juin 2003 relatifs au bilan annuel sur les déchets pour prendre en compte les nouvelles modalités de transmission du bilan annuel de surveillance des émissions (via GEREP) (**voir l'article 14 du projet d'arrêté**).

II.3 – Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

- Analyse de l'inspection des installations classées :

S'agissant de la demande de l'exploitant d'augmenter les valeurs limites de rejets à l'entrée de la station d'épuration collective de MARIE SURGELÉS, les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux en sortie d'usine montrent des dépassements récurrents et importants des valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO, DBO5 et phosphore et des dépassements moins significatifs pour les paramètres MES et Azote. Des dépassements de la valeur limite en flux des paramètres DCO et DBO5 ont également été relevés ces 10 dernières années. Les valeurs limites actuellement fixées ne sont donc plus adaptées aux caractéristiques des rejets.

L'évaluation des impacts des rejets des trois usines sur la station d'épuration collective de MARIE SURGELÉS menée par les trois exploitants permet de justifier que la station d'épuration collective est en capacité d'accueillir des rejets d'eaux résiduaires industrielles avec des concentrations et des flux plus élevés que les valeurs limites actuellement fixées. Les valeurs limites fixées pour les rejets de la STEP au milieu naturel resteront inchangées.

Par conséquent, la demande de la société MARIE SURGELÉS visant à augmenter les valeurs limites en concentration de l'ensemble des paramètres et des valeurs limites en flux pour les paramètres DCO et DBO5 apparaît acceptable.

Concernant le débit de rejet, Marie Surgelés propose un débit maximum de 550 m³/j, en baisse d'environ 8 % par rapport au débit maximal actuel (600 m³/j). Il convient de souligner que le débit moyen constaté dans l'autosurveillance est inférieur à 350 m³/j depuis 2010 (contre 600 m³/j auparavant), en lien direct avec la baisse de la consommation d'eau. Toutefois, un débit maximum de 550 m³/j est demandé pour tenir compte des pics de débit constatés dans l'autosurveillance. Ce débit, compatible avec la capacité hydraulique de la station d'épuration en tenant compte des rejets des deux autres établissements, apparaît acceptable.

- Propositions de l'inspection des installations classées

Il est donc proposé de modifier les dispositions du 4^{ème} alinéa de l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°436 du 12 juin 2003 en fixant les valeurs limites en débit, en concentration et en flux proposées par l'exploitant (**voir l'article 11 du projet d'arrêté**).

II.4 – Moyens de lutte contre l'incendie

- Analyse de l'inspection des installations classées

Suite à la visite d'inspection réalisée sur le site le 28 septembre 2015, il était demandé à l'exploitant de justifier que les moyens de défense contre l'incendie disponibles sur le site sont en adéquation avec les besoins en eau d'extinction calculés à partir du document technique D9. L'exploitant a indiqué qu'au vu des recommandations du guide départemental de défense extérieure contre l'incendie du service départemental d'incendie et de secours de Maine-et-Loire (SDIS 49), le débit exigible en eau d'extinction étant plafonné à 540 m³/h, les besoins en eau d'extinction s'élèvent à 1080 m³ pour 2 heures. Or le site dispose d'une réserve d'eau d'une capacité de 600 m³ équipée d'une ré-alimentation de 300 m³/h. Par conséquent, les moyens de défense contre l'incendie présents sur le site sont adaptés aux besoins.

- Propositions de l'inspection des installations classées

Il est donc proposé de mettre à jour les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°436 du 12 juin 2003 relatives aux moyens de défense externes contre l'incendie (**voir article 8 du projet d'arrêté**).

V – Conclusions

CONSIDERANT que les installations du site relèvent de la directive 2010/75/UE dite directive IED et qu'il convient de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n°436 du 12 juin 2003 notamment en matière de surveillance périodique des eaux souterraines et du sol ;

CONSIDERANT que les valeurs limites des rejets d'eaux résiduelles industrielles en entrée de station d'épuration collective, demandées par l'exploitant, pour le débit journalier, les paramètres DCO, DBO5, MES, phosphore et azote, sont en adéquation avec les capacités de traitement de la station d'épuration collective de la société MARIE SURGELÉS ;

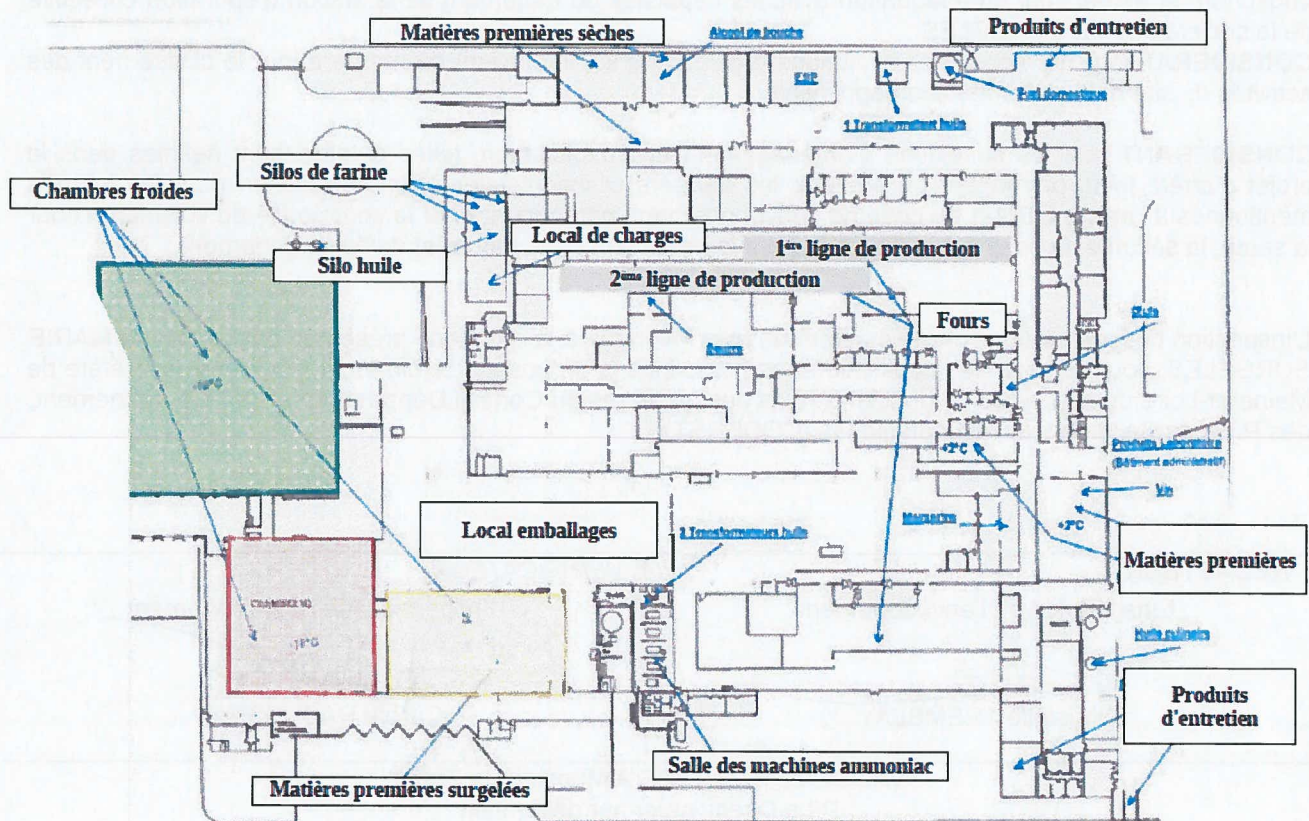
CONSIDERANT qu'au regard des évolutions réglementaires, il convient de mettre à jour le classement des activités du site et la réglementation applicable ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le projet d'arrêté joint, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

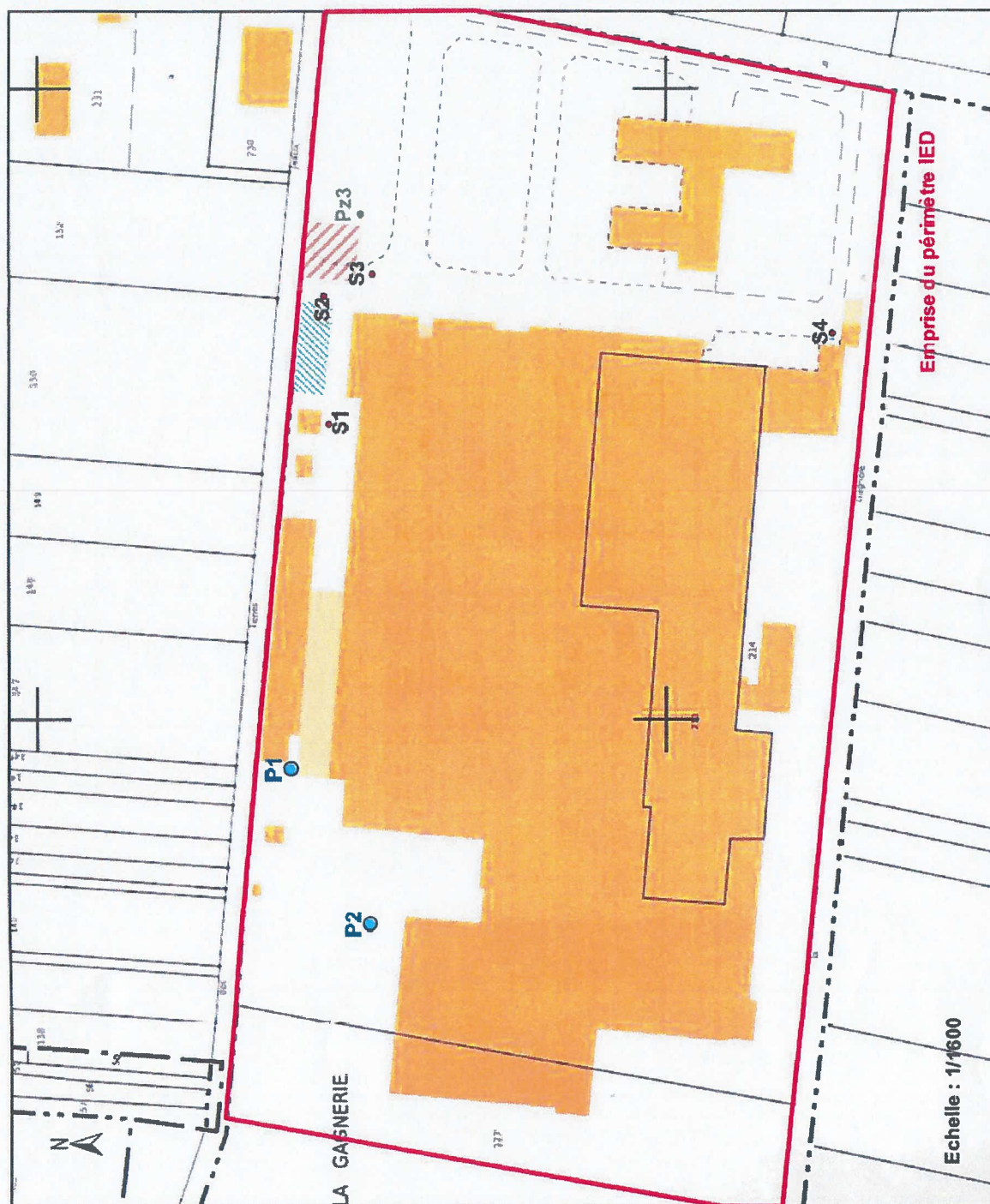
L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société MARIE SURGELÉS, sous réserve de l'application des prescriptions proposées ci-jointes et propose à la Préfète de Maine-et-Loire de soumettre ce dossier à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

REDACTEUR L'inspectrice de l'environnement  Christelle TREMBLAY	VERIFICATEUR L'inspectrice de l'environnement  Carole RABUSSEAU
VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation L'adjoint à la chef de l'Unité Départementale de Maine-et-Loire  Emmanuel PARISOT	

ANNEXE 1 – Plan des installations



ANNEXE 2 – Plan de localisation des piézomètres et des sondages de sol



LEGENDE

Sx : Point de sondage n°x

Pz3 : Piézomètre implanté sur site

Px : Puits industriel n°x

